

afin de fournir un supplément de secours aux pays libérés de l'occupation ennemie. Des ajustements importants du programme de production agricole ont été nécessaires. La réduction des emblavures a coïncidé avec l'augmentation considérable des superficies en grains secondaires, graines oléagineuses, cultures fourragères et pâturages. Le paiement de primes et autres formes de secours de l'Etat ont stimulé la production alimentaire. L'amélioration des méthodes de conditionnement a ouvert de nouveaux marchés agricoles. Le rationnement du beurre et de la viande a facilité la distribution équitable et protégé les intérêts du consommateur canadien.

Trois nouveaux organismes qui contribueront largement aux futurs développements agricoles ont été institués au début de 1943. Un office de ravitaillement en produits agricoles alimentaires est chargé des systèmes de régie des vivres en temps de guerre. Un comité agricole consultatif, composé de représentants des provinces et d'associations agricoles, contribuera à maintenir le Ministère fédéral en relation étroite avec ceux qui s'intéressent directement à la production au pays. Le troisième organisme, le Comité agricole conjoint du Canada et des Etats-Unis, surveillera la production et la distribution des vivres dans les deux pays, pour l'heureuse réalisation des programmes d'intérêt commun.

La Commission du bacon, en fonction depuis les premiers mois de la guerre, a été reconstituée au cours de 1943 à titre de Commission des viandes et étendue aux autres viandes tout comme au porc et ses produits.

Main-d'œuvre agricole.—Durant les deux premières années et demie de guerre, la migration de fils de fermiers et aides-fermiers s'enrôlant dans les forces armées ou acceptant des emplois plus rémunérateurs dans des usines fut constante. En mars 1942, des mesures furent prises en vue de retarder indéfiniment le service militaire obligatoire de tous les fermiers, fils de fermiers et aides agricoles vraiment employés à des travaux agricoles essentiels le 23 mars 1942. Il fut en outre stipulé que toute personne ainsi engagée à cette date et cherchant à abandonner la ferme pour un autre emploi, sauf pour s'enrôler dans les forces armées, ne serait réembauchée que d'après les décisions du directeur du Service Sélectif. La seule exception s'applique au travail saisonnier des industries telles que la pêche et l'exploitation forestière. Tous les autres ouvriers agricoles sont "figés" à la terre pour la durée de la guerre.

Bien que ce plan ait aidé, le nombre d'hommes engagés sur les fermes est estimé, le 1er mars 1943, à environ 345,000 de moins qu'à la date correspondante de 1939, diminution de 25 p.c. La moyenne des départs de la ferme a toutefois diminué brusquement au cours de 1942 et le nombre d'hommes engagés sur les fermes le 1er mars 1943 n'est que de 65,000 de moins que celui du 1er mars 1942.

La pénurie de capital humain a été aggravée par la température défavorable du printemps de 1943, dans une grande partie du pays, et a eu pour résultat l'empiétement des travaux agricoles importants sur d'autres. L'embauchage d'étudiants et de groupes de commandos agricoles ou groupements similaires organisés dans les villes a contribué dans une certaine mesure à remédier à la pénurie d'aide agricole.

Le relâchement des restrictions couvrant la fabrication de l'outillage agricole indispensable a aidé à contre-balancer la rareté de la main-d'œuvre. Le rationnement de l'outillage, en vue de la distribution équitable, a contribué à assurer les machines disponibles aux endroits qui en avaient le plus besoin.

Prix des produits agricoles.—Le prix des produits agricoles a, en général, sensiblement augmenté depuis le début de la guerre, principalement dans le cas des bêtes de boucherie et des produits animaux.